

**COUR D'APPEL  
DE GRENOBLE  
Chambre Sociale**

N° Minute 66-

RG N° : 12/04464

**ORDONNANCE CONSTATANT LE DESISTEMENT  
LE 14 Mars 2013**

Appel d'un jugement (N° RG 20100153)  
rendu par le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale de VALENCE  
en date du 28 juin 2012  
suivant déclaration d'appel du 25 Juillet 2012

**Vu la procédure entre :**

**LA CAVIMAC, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en  
cette qualité audit siège  
"Le Tryalis"  
9 rue de Rosny  
93100 MONTREUIL SOUS BOIS**

assistée de Me Guillaume FOURRIER, avocat au barreau de PARIS

**APPELANTE**

**Et**

**Madame Marie Françoise QUIOT SEBBARI  
28 rue Florian  
26000 VALENCE**

**LA CONGREGATION DES DOMINICAINES DES TOURELLES, prise en la  
personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège  
Route de Cécélès  
34270 ST MATHIEU DE TREVIER**

**INTIMEES**

Attendu que par courrier reçu le 25 Février 2013, la CAVIMAC, appelante, déclare se désister de l'appel interjeté ;

Qu'il n'y a pas eu d'appel incident formulé antérieurement ;

Attendu qu'il y a donc lieu de constater l'extinction de l'instance et de dire que le désistement emporte acquiescement au jugement ;

**PAR CES MOTIFS**

Le Président de la Chambre Sociale,

Vu les articles 400 à 404 et 941 du code de procédure civile,

**CONSTATE** le désistement d'appel de la CAVIMAC, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège ;

**DIT** qu'il entraîne l'extinction de l'instance et emporte acquiescement au jugement rendu le 28 Juin 2012 par le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale de VALENCE ;

**DIT** que la présente ordonnance sera notifiée aux parties par lettre recommandée avec avis de réception par les soins du greffe et que l'audience du 06 Juin 2013 est supprimée pour cette affaire ;

**LAISSE** les dépens à la charge de l'appelant ;

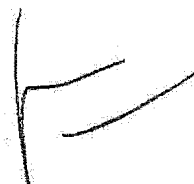
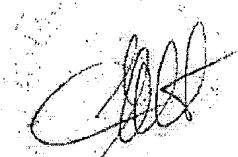
La présente ordonnance peut être déférée par simple requête à la Cour dans les quinze jours de sa date en cas de contestation (article 945 du Code de Procédure Civile).

En foi de quoi, la présente ordonnance a été signée par Madame Mireille GAZQUEZ, Présidente et par Mme Corinne FANTIN, Adjoint faisant fonction de Greffier

LE GREFFIER

A stylized, cursive signature in black ink, likely belonging to the Greffier.

LE PRESIDENT

A stylized, cursive signature in black ink, likely belonging to the President.A stylized, cursive signature in black ink, likely belonging to the President.